

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée à la télévision indonésienne, notamment sur l'aide au développement et le conflit cambodgien, Paris, dimanche 14 septembre 1986.

QUESTION.- Monsieur le Président, la France et l'Indonésie ont des relations amicales de coopération économique depuis de nombreuses années. L'Indonésie se réjouit d'avance de votre visite, et de son impact positif sur les relations bilatérales entre les deux pays. Comment voyez-vous l'état actuel des relations entre les deux pays, quels sont les domaines qui, à votre avis, devraient être intensifiés, dans quels domaines est-ce que les relations devraient être encore développées ?

- LE PRESIDENT.- Je me réjouis également de ce voyage. Il avait été engagé il y a déjà deux années et je suis heureux que mon emploi du temps m'ait permis de réaliser une perspective qui me paraît fort importante. J'ai d'ailleurs rencontré le Président Soeharto à Rome et nous avons pu, enfin, mettre au point cette rencontre.

- Pourquoi est-ce que j'attache de l'importance à ce voyage ? Mais parce que l'Indonésie est un grand pays. C'est un pays riche d'histoire, de civilisation, de culture, dans, me dit-on, un paysage d'une très grande beauté. Il y a toutes les raisons politiques et personnelles pour que je sois très intéressé par ces quelques jours que je passerai dans votre pays.

- Puis enfin, j'attache véritablement du prix à rencontrer le Président Soeharto, dont je connais l'autorité, pour que nous puissions faire avancer nos relations. Dans quels domaines ? Je crois que nous allons parler de quelques problèmes de politique étrangère. C'est vrai qu'il y a des relations économiques importantes entre nos deux pays - pas assez - mais nous sommes géographiquement très loin les uns des autres. Mais la terre est devenue petite et il n'y a aucune raison pour que dans un pays peuplé, qui se développe bien, qui a atteint l'autosuffisance alimentaire comme c'est le cas de votre pays, il n'y a aucune raison pour que la France ne puisse pas elle-même faire connaître ce qu'elle vaut, ce qu'elle produit, ce dont elle est capable. Et puis des échanges, cela doit fonctionner dans les deux sens. On va parler de tout cela : équipements industriels, agricoles, équipements de toutes sortes, technologies, sciences et, en même temps, bien entendu, des développements culturels que l'on doit attendre de deux pays comme les nôtres.

- QUESTION.- En ce qui concerne les relations commerciales entre les deux pays, je vous pose la question suivante, monsieur le Président. Est-ce que le gouvernement français a vraiment la volonté politique d'aider à surmonter d'éventuels obstacles ou d'éventuelles entraves au commerce entre les deux pays ?

- LE PRESIDENT.- Quelles entraves ? quels obstacles ? Nous sommes favorables à la disparition des protectionnismes dans le monde entier. Et nous sommes prêts à affronter les concurrences. Nous sommes nous-mêmes un pays qui agit en tant que tel, dans le -cadre de la Communauté européenne `CEE` : là sont nos territoires privilégiés. Et nous voulons aller dans le reste du monde en tendant la main à nos partenaires et en étant capables de supporter les concurrences commerciales.\

QUESTION.- Au cours de vos entretiens avec le Président Soeharto, vous parlerez sans doute des

problèmes internationaux et régionaux aussi bien que des questions bilatérales. Les derniers développements dans la situation mondiale ne semblent pas dans l'immédiat tendre vers une amélioration. A cet égard, je pense à la situation en Afrique du Sud et à l'arrêt des pourparlers entre les deux grandes puissances, bien que l'Union soviétique ait proposé une trêve des essais nucléaires.

- Alors, mes questions, monsieur le Président, sont les suivantes. Premièrement, quelle est la position de la France vis-à-vis de la situation en Afrique du Sud et, deuxièmement, croyez-vous que la dernière initiative de l'Union soviétique donnera lieu, à la lumière de la réaction des Etats-Unis, à une amélioration dans les rapports Est-Ouest ?

- LE PRESIDENT.- A l'égard de l'Afrique du Sud, je comprends que vous me posiez la question pour informer un certain nombre de téléspectateurs qui pourraient l'ignorer. Mais cette position est très connue des chancelleries, très connue dans les enceintes internationales. Nous, nous condamnons la politique de l'apartheid et comme, devant l'échec de toutes les tentatives depuis de nombreuses années, nous ne pouvons pas nous contenter d'affirmer un principe, nous avons pris part aux décisions européennes pour estimer qu'un certain nombre de mesures restrictives doivent être décidées à l'égard de ce pays qui doit certaines obligations à la société internationale, en même temps qu'un devoir de justice à l'égard des populations, de toutes les populations de l'Afrique du Sud.

LE PRESIDENT `suite`.- Vous m'avez posé une deuxième question. C'est celle qui touche aux rapports Est-Ouest. Les dernières propositions, celle de M. Gorbatchev, j'en ai discuté avec lui à Moscou au mois de juillet - comme j'en avais discuté avec M. Reagan quelques jours auparavant -, ces propositions sont en entrelacs avec celles de M. Reagan. Chacun se situe par rapport à la rencontre qui doit avoir lieu, bientôt, entre ces deux hommes d'Etat. Il y a donc une part de préparation psychologique dont il faut tenir compte.

- Il me semble cependant que de part et d'autre, depuis quelques temps, les propositions sont plus positives qu'elles ne l'étaient auparavant et que finalement, chacun des deux partenaires cherche à faciliter la possibilité d'une rencontre, c'est mon sentiment.

- Les propositions de M. Gorbatchev dans la réduction des armes, sur la cessation des expérimentations - les propositions que l'on connaît - sont tout de même plus audacieuses qu'elles ne l'ont jamais été au cours de ces dernières années dans l'histoire de l'Union soviétique. Il faut en tenir compte.

- D'autre part, ces deux pays n'ont pas cessé de surarmer, il faut donc qu'il y ait, avant de parler de désarmement, il faut qu'il y ait moyen de cesser le surarmement et en même temps de mettre en place des procédures de contrôle. La France est très attachée au respect des traités ABM, bien que nous ne soyons pas partie prenante ni signataires de cet accord, et elle approuvera tout ce qui va dans ce sens et de même qu'elle approuvera au cours de la conversation entre les deux grands pays en question, tout ce qui permettrait d'accorder des positions antagonistes autour des problèmes de l'espace qui sont au centre du débat.

QUESTION.- Le monde témoigne toujours du déséquilibre dans les structures économiques internationales, notamment du fait que le tiers monde est confronté aux crises économiques : la chute des prix des biens d'exportation des pays en voie de développement, des taux d'intérêts trop élevés, la dette croissante du tiers monde, le protectionnisme, par exemple.

- Alors, monsieur le Président, quelle est l'attitude de la France ? Qu'est-ce que la France suggère qu'on fasse pour faire face à cette évolution de la situation ? et quelle est l'attitude de la France devant la demande très pressante du tiers monde pour la mise en place d'un nouvel ordre économique international ?

- LE PRESIDENT.- Cette question se relie très logiquement à la précédente. Il est choquant de constater les dépenses considérables engagées pour s'armer - donc pour la guerre pour l'empêcher ou pour la faire - par rapport aux difficultés croissantes que connaissent les pays en voie de développement. Trop d'argent d'un côté dans des dépenses improductives, pas assez de l'autre pour assurer la relance d'une économie et relance qui pourrait assurer aux peuples des pays en voie de développement un avenir meilleur.

` Suite sur les pays en voie de développement ` Bien entendu, chacun de ces pays doit d'abord compter sur ses propres forces. Et certains y parviennent avec beaucoup d'intelligence et de courage. Certains parviennent, dans des conditions très difficiles, à l'autosuffisance alimentaire. Je crois que c'est le cas de votre pays. Cela est le résultat d'efforts qui ont été menés avec beaucoup de continuité et qui reposent aussi sur la contribution des savants, des experts et le travail du peuple.

- Cela est la première condition. Mais on sait bien que cette première condition ne peut pas répondre à tout. D'abord, nombreux sont les peuples auxquels il faudra encore beaucoup de temps pour parvenir à l'autosuffisance. Ceux qui n'ont aucune sources véritables d'énergie, ceux dont la terre est aride, dont les conditions climatiques sont insupportables, ceux dont la population est trop clairsemée, ceux dont la population où la démographie est trop puissante. Bref, il faut que le reste du monde contribue à leur développement, les aide. Alors on pense tout de suite à l'aide matérielle, de l'argent, des équipements. Il faut le faire, mais il faut aller plus loin. Il faut d'abord tenter de guérir la société internationale des maladies qui la rongent. Les pays en voie de développement sont les premières victimes du désordre et de l'incurie du monde industriel.

- C'est vrai que les taux d'intérêt trop élevés attirent les capitaux du côté des pays qui sont capables de pratiquer cette politique et, ensuite, interdisent à la plupart des pays en voie de développement de planifier leur économie d'une façon utile.

- C'est vrai que des perspectives qui avaient un moment triomphé auprès de la Banque mondiale pour créer dans le domaine de l'énergie - pour les pays qui n'ont pas de pétrole - une possibilité de s'équiper, c'est vrai que, finalement, cette tentative a avorté tragiquement.

- Il n'est pas acceptable - et la France le dit dans toutes les enceintes internationales - que les cours des matières premières soient soumis aux décisions de quelques places, généralement dans l'hémisphère Nord où, en l'espace de quelques séances, on culbute absolument l'économie de plusieurs pays. Comment voulez-vous planifier sur deux ans, trois ans, cinq ans, si les cours des matières premières connaissent des effondrements subits ? Vous savez bien ce qui est arrivé pour la plupart des productions agricoles ou minières ... Que voulez-vous faire quand le café, le cacao, enfin tout, se trouve échapper à toutes prévisions ? Si, encore cela allait dans le bon sens, mais non ! Cela va toujours dans le mauvais sens !.

` Suite sur l'aide au développement ` Il n'y a pas assez de sens des responsabilités chez les pays développés, pas assez. Ce sont souvent des pays amis, et je ne veux pas les critiquer : ils ont leurs problèmes, leurs difficultés et nous aussi, nous sommes frappés par la crise, et nous avons parfois moins de moyens que nous en avons. Mais le nouvel ordre international, qui repose d'abord, je pense, sur le nouvel ordre monétaire, devrait être examiné avec plus de sérieux.

- Nous avons engagé, nous Français, cette réflexion lors du Sommet des pays industrialisés de Versailles. Il faut reconnaître qu'un certain nombre de domaines technologiques ont été très sérieusement abordés, touchant à l'électronique, touchant à la bio-génétique, à la médecine, touchant toutes les formes de développement moderne.

- Je dois constater que depuis un an et demi, un certain progrès s'est réalisé sur le -plan de la monnaie. Mais cela est très timide et, finalement, n'assure pas la relance indispensable des productions des pays du tiers monde.

- Le monde industriel souffre et souffrira plus encore de n'avoir pas su comprendre. Il y a des milliards d'êtres humains qui ont besoin de vivre, de travailler, de se vêtir, de se nourrir. Ils sont capables de produire, si on leur en fournit le moyen : ce qui contribuera à la prospérité générale. Ce n'est pas facile.

- Il est certain que certains pays sont très endettés et ne peuvent pas non plus échapper à leurs obligations. C'est vrai qu'il y a des responsabilités locales. Mais j'aspire à ce que dans les instances, soit existantes, soit nouvelles, on puisse vraiment enfin décider les uns et les autres à s'engager sur la voie de ce nouvel ordre dont vous me parlez. C'est possible. Il faut donc le faire.

QUESTION.- Monsieur le Président, comme vous le savez, l'Indonésie est parvenue, et d'ailleurs vous l'avez dit, à l'autosuffisance alimentaire. Ceci a été reconnu par la FAO, et notamment lors de la conférence en novembre l'an dernier, à laquelle vous avez assisté. Vous avez d'ailleurs

de la conférence en novembre l'an dernier, à laquelle vous avez assisté. Vous avez d'ailleurs rencontré le Président Soeharto à cette occasion, vous avez tous les deux prononcé une allocution devant la conférence, et cet événement avait été salué comme un événement important qui pouvait au moins créer l'espoir d'une relance du dialogue Nord-Sud. Alors, première question, est-ce que vous pensez qu'il en a été ainsi ou est-ce que cet espoir a été déçu ?

- LE PRESIDENT.- Je réponds d'abord à cette première question. C'est un espoir qui est déçu depuis de longues années. C'est une raison de plus pour ne pas alléger la pression et pour continuer de dire ce que nous avons à dire, comme nous l'avons fait le Président Soeharto et moi-même à la tribune de la FAO à Rome.

- Le jour se rapproche où nous serons mieux entendus. J'ajoute que certaines grandes réalisations sont tout de même faites. Elles ne sont pas suffisantes. Alors insistons.

- LE JOURNALISTE.- Deuxième question, selon vous, quelles sont les possibilités et chances d'une relance du dialogue Nord-Sud ?

- LE PRESIDENT.- Je l'ai dit tout à l'heure. J'ai participé pratiquement à toutes les instances. J'étais à Cancun, je me suis adressé à l'Organisation des Nations unies. J'ai pris part au débat des grandes institutions spécialisées, comme celle de Rome. Je suis allé dans de très nombreux pays en voie de développement de tous les continents et j'ai un peu toujours répété la même chose au risque de lasser. Eh bien ! C'est ce que je ferai encore dans les jours prochains et dans votre pays. Non pas pour les Indonésiens, mais grâce aux Indonésiens, pour l'ensemble des peuples du monde.

- Je voudrais d'ailleurs, à cette occasion, puisque vous me faites le plaisir de me donner l'occasion de parler dans les médias indonésiens, adresser au peuple mon salut et l'assurance que mon pays est attentif aux efforts, aux réussites, aux problèmes indonésiens.\

QUESTION.- En ce qui concerne les problèmes régionaux, le conflit cambodgien continue sans relâche. Alors je me permettrai de poser la question suivante : est-ce que vous pensez, monsieur le Président, que le conflit cambodgien pourra bientôt se terminer ? Deuxièmement, quel rôle la France pourrait jouer dans un règlement pacifique de ce conflit et, troisièmement, quel est votre sentiment sur l'idée de faire de l'Asie du Sud-Est une zone démilitarisée ?

- LE PRESIDENT.- Le Cambodge connaît une situation dramatique qui n'apparaît pas comme devant se résoudre vite. Je souhaite assurément le contraire. Mais je vois les interventions des Nations unies rester lettres mortes. Ce qui ne nous empêche pas de penser que cette institution a un grand rôle à jouer. Lorsqu'il s'agit de problèmes aussi complexes, il faut aller vers des idées simples. Une idée simple c'est le respect du droit, du droit international. C'est vrai que le régime antérieur au Cambodge a été un régime cruel, insupportable, qui ne pouvait pas durer. Mais c'est au peuple cambodgien qu'il appartient de régler ses problèmes. La règle du droit international c'est que la souveraineté de chaque pays doit être respectée, c'est donc vers le retour à la souveraineté authentique du Cambodge par le moyen de ses représentants élus que l'on trouvera la solution.

- La France a entretenu des relations parfois conflictuelles et souvent confiantes avec les différents pays de la péninsule indochinoise. Elle a des amitiés très fortes au Vietnam & elle a des amitiés très fortes au Cambodge. Elle ne se pose pas en arbitre, mais elle dit le droit : que chacun, chez soi, et seulement chez soi, doit veiller à la défense de son pays. Donc il faut que le Cambodge retrouve le moyen de s'affirmer lui-même.

- Qu'est-ce que la France peut faire ? Elle est loin, mais elle a une grande communauté culturelle et historique avec les pays dont nous parlons. Elle y garde de grandes amitiés, même si parfois ces amitiés, ce qui est le cas en la circonstance, sont contradictoires. Si on lui demande son avis, c'est ce qu'elle dira. Il faut que chaque pays respecte l'autre.\

QUESTION.- Monsieur le Président, sur le plan bilatéral des investissements, l'Indonésie a, évidemment, besoin d'attirer des capitaux pour le besoin de son développement, qu'est-ce que le gouvernement français peut faire pour faciliter le mouvement des capitaux, l'investissement, vers l'Indonésie ?

- LE PRESIDENT.- Avant de répondre à cette question, je reviendrai sur la précédente, sous l'aspect qui n'a pas été étudié, les zones de neutralité ou de dénucléarisation, si jamais la

question devait se poser.

- Nous en sommes partisans, nous l'avons souvent dit, dans les zones où n'est pas encore posé, heureusement, le fait nucléaire. L'accord de neutralité, bien entendu, par l'accord et la volonté souveraine des parties contractantes. Ce n'est pas nous qui pouvons en décider : là il y aura neutralité, là non & seuls les pays en cause peuvent le faire, sous la garantie des Nations unies. Mais nous sommes favorables à une direction de cet ordre. Je tiens à le dire.\

`Réponse sur les échanges commerciaux franco-indonésiens` Maintenant, sur le point que vous venez de traiter à l'instant, je vous répondrai surtout à mon retour, car j'en parlerai au gouvernement français. Il y a déjà un certain mouvement. J'ai dit au commencement de notre entretien, dont je vous remercie, que c'était insuffisant de part et d'autre. Il faut donc que les deux pays, les deux gouvernements se mettent d'accord pour accroître ensemble, en commun et au même moment leurs échanges en tenant compte de la capacité de la réalité présente, économique de chacun. C'est-à-dire qu'ils n'ont pas besoin de la même chose, mais ils ont tous les deux besoin de l'autre.\

QUESTION.- Quelle est la position de la France actuellement en Europe ?

- LE PRESIDENT.- Nous sommes très Européens. Nous sommes, d'ailleurs, l'une des nations les plus anciennes d'Europe. Nous avons une vocation européenne. L'Europe s'est pratiquement détruite par les guerres qui ont occupé depuis le début du siècle et qui ont embrasé le monde. Il faut donc que cette Europe fasse un grand effort sur elle-même pour surmonter les conséquences de ces dommages. La France s'est mise au premier rang. Cela supposait trois stades : le premier, la réconciliation entre la France et l'Allemagne : c'est fait. Nous sommes devenus de bons amis, après nous être âprement combattus. Cela représente ensemble un nombre respectable de millions d'habitants : 120, peut-être, qui, déjà, donnent une densité sérieuse aux actes que nous avons à accomplir. Surtout, nous avons effacé le spectre de la guerre. Bref, l'espoir renaît.

- Deuxième cercle, il fallait réussir une démarche économique, politique, technologique et culturelle communes entre tous les pays qui ont pratiquement vécu la même histoire. Je ne dirai pas c'est fait, mais c'est bien engagé, puisque douze pays appartiennent à la Communauté. En mettant en oeuvre le Traité de Rome et en l'élargissant, cette Communauté dispose déjà d'un bon outil & mais elle a quand même décidé la création entre les Douze d'un marché intérieur unique : plus de frontières, plus de douane, d'ici le 1er janvier 1992.

- Et puis, il y a un troisième cercle : c'est l'Europe de la géographie. L'Europe de la géographie comprend l'Europe que j'appellerai grossièrement occidentale, bien qu'elle comprenne la Grèce - ce dont je me réjouis - et l'Europe qui se trouve du côté du bloc de l'Est ou du bloc soviétique. Ces deux Europe sont séparées, on le sait, par des philosophies, des types de société, parfois même des valeurs, tout à fait différentes. Mais ce sont des Européens de part et d'autre et il faut donc que la France et la Communauté européenne veillent à préserver, même à intensifier les relations avec les pays qui sont de l'autre côté. D'ailleurs cela se fait, il faudra poursuivre, l'accentuer. Sur ces trois terrains, la France affirme sa vocation européenne.

- LE JOURNALISTE.- Merci beaucoup, monsieur le Président, de ces entretiens. Le 16 septembre, donc, vous serez en Indonésie, alors je me permets de vous dire à vous-même et à votre délégation, bon voyage.

- LE PRESIDENT.- Je vous remercie. J'y suis sensible. Ces quelques jours, qui passeront très vite, laisseront certainement en moi un puissant souvenir.\